

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4179 - MARDI 1^{ER} FEVRIER 2022

CONSTRUCTION DU PORT DE MOANDA

Dix millions de dollars pour booster le développement de la ville côtière de Moanda

Le président de la République, Félix Tshisekedi, a récemment ordonné au ministère des Hydrocarbures de mettre de côté une enveloppe de dix millions de dollars, soit 15 % du montant bénéficié de l'avenant 9 au contrat de Perenco uniquement pour cette ville côtière qui, dans les jours à venir, deviendra un poumon économique du pays grâce à la construction du port en eau profonde.

Grâce au contrat signé, la République démocratique du Congo (RDC) gagne soixante-cinq millions de dollars américains. Cette enveloppe sera gérée par les habitants de Moanda eux-mêmes qui n'ont jamais bénéficié d'un seul pourcentage dans les huit précédents avenants.

Page 2



Le ministre des Hydrocarbures, Me Didier Budimbu

ETATS GÉNÉRAUX DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS

Vers la création d'un Ordre national du journaliste congolais



La tribune à la clôture des états généraux de la communication et médias

Vers la création de l'ordre national du journaliste congolais

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a assisté le 29 janvier à la cérémonie de clôture des états généraux de la communication et médias de la

RDC qui ont eu pour thème « *Médias congolais : quelles perspectives à l'ère du numérique face au développement durable ?* ».

Ce forum a permis d'approfondir les échanges sur l'exercice rationnel et efficace de la liberté de la presse, la

dépénalisation des délits de presse, le moratoire (avant l'adoption et la promulgation de la nouvelle loi) sur les arrestations des journalistes, etc., jusqu'à envisager la création d'un Ordre national du journaliste.

Page 4

MUSIQUE

Les frères Gims et Dadju porteurs d'un grand projet culturel pour la RDC

Des sujets porteurs d'excellence dans un secteur aussi complexe que celui de la culture ont été au menu des échanges entre le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, et les deux frères Gims et Dadju qu'il avait reçus le 30 janvier

à la Cité de l'Union africaine. Les deux stars congolaises entendent s'investir dorénavant dans la création des studios d'enregistrement de standard international en RDC. Dans le même temps, ils projettent de

capitaliser leurs différentes connexions à travers le monde en vue de la tenue, au pays, d'un festival annuel susceptible d'attirer des grands producteurs et autres acteurs du show buzz international.

Page 5

INFRASTRUCTURES

Réhabilitation à Kinshasa de la route Cecomaf



Le gouverneur Ngobila, sur une pelle chargeuse, lançant les travaux

Les travaux de réhabilitation de la route Cecomaf ont été lancés, le 29 janvier, dans la commune de N'Djili, par le gouverneur de la capitale congolaise, Gentiny Ngobila, qui a noté que la première étape couvrira quinze kilomètres. La réhabilitation et la modernisation de la route

Cecomaf, a-t-il indiqué, visent à booster une transformation progressive du milieu urbain autour d'une infrastructure structurante, qui permettra de désenclaver des quartiers entiers, en améliorant les conditions de vie de la population des zones environnantes.

Page 3

ÉDITORIAL

Agence africaine du médicament

Parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour de la nouvelle session ordinaire du Parlement, le projet de loi autorisant la ratification du traité portant création de l'Agence africaine du médicament devrait ouvrir des perspectives importantes pour l'avenir de la santé de la population.

Définir un cadre réglementaire continental, puisque c'est de cela qu'il s'agit, revient à poser les bases qui permettront de conférer à terme une sécurité sanitaire aux pays africains au bénéfice des patients, du secteur pharmaceutique et de toute la chaîne médicale. Et il y a urgence à améliorer la santé publique.

Le postulat est simple : comment poser les fondements d'un développement durable si la plus grande partie de la population n'a pas d'emblée accès à des systèmes de soins fiables et homologués ? On parle ici de santé de base si tant est que l'on puisse qualifier ainsi la santé de la mère et de l'enfant, l'éradication du paludisme, l'accès à des médicaments fiables, et en temps de pandémie à des vaccins non seulement en quantités suffisantes mais homologués.

A y voir de près, la réalité est édifiante. Dans les rues circulent les faux médicaments tandis que dans les pharmacies les traitements coûteux éloignent les parents et, dans les hôpitaux, les ordonnances incompréhensibles découragent les familles. Résultat, à l'époque de l'Internet, la médecine traditionnelle demeure le seul recours pour une grande partie de notre population. Avec son bon sens ancestral mais aussi ses limites.

Alors, à l'heure où la crise du coronavirus n'aura fait qu'accélérer le fossé entre les deux hémisphères de la planète, plus que jamais il appartient aux autorités d'œuvrer pour mettre de l'ordre trop complexe dans l'univers de la santé.

L'Agence africaine du médicament avec ses composantes multiformes ne résoudra certes pas les problèmes en quelques semaines mais elle donnera l'impulsion nécessaire à l'émergence d'une politique de santé concertée, unifiée et exigeante. Un grand pas en avant.

Le Courrier de Kinshasa

SIGNATURE DE L'AVENANT 9 AU CONTRAT DE PERENCO

La ville de Moanda bénéficie de 10 millions de dollars

Dans le souci de permettre le développement de la cité côtière de Moanda, le président de la République, Félix Tshisekedi, a ordonné au ministère des Hydrocarbures de mettre de côté une enveloppe de dix millions de dollars, soit 15 % du montant bénéficié de l'avenant 9 uniquement pour cette ville côtière qui, dans les jours à venir, deviendra un poumon économique du pays grâce à la construction du port en eau profonde.



Le ministre des Hydrocarbures, Me Didier Budimbu

Grâce au contrat signé, la République démocratique du Congo gagne soixante-cinq millions de dollars américains. Cette enveloppe sera gérée par les habitants de Moanda eux mêmes qui n'ont jamais bénéficié d'un seul pourcentage dans les huit précédents avenants. Le but est de redorer l'image de ce territoire longtemps marginalisé, alors qu'il contribue beaucoup dans le budget de l'État. Un comité sera mis en place pour la bonne gouvernance de cette enveloppe afin que les travaux soient réalisés

en temps réel, en partant de l'électricité jusqu'à la vie sociale des habitants de la ville de Moanda, en passant par les infrastructures. Selon le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, son département et la patrouille financière de l'Inspection générale des finances vont garder un œil sur cette enveloppe, question d'éviter les malversations financières. A propos, une réunion regroupant quatre ministres du gouvernement central, les chefs coutumiers et d'autres autorités de Moanda a eu lieu pour leur présenter cette op-

portunité. La population de Moanda n'a pas tari d'éloges pour cet exploit jamais réalisé en faveur de leur ville. Le ministre Didier Budimbu a exprimé sa joie de voir, les prochains jours, la ville de Moanda briller de mille feux grâce à cette enveloppe. Ntons que la signature de ce contrat va permettre à la société Perenco, qui exploite déjà le pétrole dans le bassin côtier au niveau de Moanda, de produire et commercialiser de l'électricité obtenue par la transformation du gaz naturel.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzongi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INFRASTRUCTURES

Réhabilitation à Kinshasa de la route Cecomaf

Les travaux de réhabilitation de la route Cecomaf ont été lancés, le 29 janvier dans la commune de N'Djili, par le gouverneur de la capitale congolaise, Gentiny Ngobila, qui a noté que la première étape couvrira quinze kilomètres.

Dans son mot de circonstance, le gouverneur Ngobila a rappelé que la réhabilitation et la modernisation de la route Cecomaf visent à booster une transformation progressive du milieu urbain autour d'une infrastructure structurante, qui permettra de désenclaver des quartiers entiers, en améliorant les conditions de vie de la population des zones environnantes. Gentiny Ngobila Mbaka a également rappelé l'importance de cette route pour la capitale congolaise, qui constitue le passage obligé des produits maraîchers et autres de première nécessité.

« L'objectif final est d'atteindre toute sa longueur pour stimuler les échanges et d'assurer l'amélioration de la qualité de vie de la population desservie », a-t-il fait savoir. Le gouverneur a souligné que la construction

de cette route va permettre également de soulager, tant soit peu, la nationale n°1, par l'orientation des véhicules de gros tonnages en provenance de Matadi, dans le Kongo central.

Le chef de l'exécutif provincial de Kinshasa a profité de cette occasion pour présenter ses réalisations à la tête de la ville. Sur le volet infrastructures routières, par exemple, il a notamment rappelé la construction et la réhabilitation des avenues Mongala, Elengesa, Kikwit et tant d'autres. La population kinoise est ainsi appelée à accompagner chaque projet qui sera exécuté dans son environnement immédiat, en protégeant les matériaux qui y seront déployés et stockés par l'entreprise commise à cette tâche.

Le gouverneur Ngobila a également demandé à l'entreprise adjudicatrice de privilé-



Le gouverneur Ngobila, sur une pelle chargeuse, lançant les travaux

gier, dans le recrutement de la main-d'œuvre, les jeunes du quartier pour que ces derniers s'approprient du projet.

La route Cecomaf, longtemps abandonnée dans un état de délabrement avancé, longe les communes de N'Djili et

Mont-Ngafula jusqu'à la frontière entre Kinshasa et la province du Kongo central. Il s'agit du tronçon compris entre N'Djili, Cecomaf, pont Dingi-Dingi, Nsanda-Mvululu, en chevauchant la ville de Kinshasa et la province du Kongo central, sur une longueur de 74 km.

Lucien Dianzenza

« L'objectif final est d'atteindre toute sa longueur pour stimuler les échanges et d'assurer l'amélioration de la qualité de vie de la population desservie »

HÔPITAL GÉNÉRAL DE RÉFÉRENCE DE KINSHASA

Le gouvernement déterminé à améliorer la prise en charge des malades

Après la visite d'inspection des travaux de réhabilitation et de modernisation de l'Hôpital général de référence de Kinshasa par le Premier ministre, la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Véronique Kilumba Nkulu, a présidé le 29 janvier une importante réunion technique à l'immeuble intelligent, avec le comité de gestion de cet hôpital.



La vice-ministre de la Santé présidant la réunion avec le comité de gestion de l'ex-Mama Yemo

Conduite par le médecin directeur, le Dr Jean-Paul Divengi Nzambi, la délégation du comité de gestion et la vice-ministre de la Santé ont échangé sur les mécanismes d'amélioration prochaine des conditions d'hygiène et de la prise en charge des patients dans la grande institution sanitaire de la capitale en pleine réhabilitation. La réhabilitation de l'ex-hôpital Mama Yemo

s'inscrit dans le but de matérialiser la vision du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui fait du secteur de la santé une des priorités de son quinquennat. Le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention s'est résolument engagé pour redorer l'image de l'Hôpital général de référence de Kinshasa.

Pour rappel, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde avait effectué un dé-

placement à Mama Yemo en compagnie du ministre de la Santé pour se rendre compte de l'avancement des travaux de cette formation hospitalière.

Notons que le directeur de cabinet du ministre de la Santé, le secrétaire général à la Santé publique, Hygiène et Prévention et le directeur général de la lutte contre la maladie ont été associés à cette réunion.

Blandine Lusimana

LINAFOOT/LIGUE 1

Don Bosco accroche DCMP à Kinshasa

Il n'y pas eu de vainqueur, le 29 janvier au stade des Martyrs à Kinshasa, entre le Daring Club Motema Pembe (DCMP) et le CS Don Bosco de Lubumbashi, en match comptant pour la 13^e journée de la 27^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Un but partout a été le score de la partie très disputée entre les deux équipes. William Likuta a ouvert la marque pour les Immaculés de Kinshasa, et Kisha a égalisé pour les Salésiens de Lubumbashi.

A la conférence de presse d'après match, le coach Gladys Bokese du DCMP a déclaré : « Jouer contre Don Bosco, qui est une équipe des jeunes issus de la formation, ce n'est pas facile. Ces jeunes s'entraînent et sont ensemble tous les jours. On a rapidement marqué, mais on a reculé et ils ont égalisé ».

Pour sa part, le technicien congolais Eric Tshibusu de Don Bosco a indiqué : « Ce n'est pas donné de jouer un grand du pays comme le Daring Club Motema Pembe. Jouer contre les grands de ce pays permet à mes joueurs de grandir. Ce genre de match fait la publicité de notre football ».



Les joueurs de Don Bosco célébrant un but lors d'un match de championnat national de football

Rappelons qu'avant cette rencontre, DCMP avait battu, le 26 janvier, la formation de Lubumbashi Sport par deux buts à un, les réalisations de William Likuta (72^e mn) et Stevie Mundele Nganga (87^e mn), contre le but de Tshas Musans de Lubumbashi Sport à la 75^e mn. DCMP retrouve l'AC Rangers à la cinquième place avec vingt-cinq points en treize matches. Le CS Don Bosco a dix-neuf points à l'issue de treize sorties, huitième au classement. Le peloton de tête est mené par Mazembe (quarante et un points), suivi de V.Club (trente-sept points) et de Lupopo (trente-quatre points).

Martin Engimo

ETATS GÉNÉRAUX DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS

Création en vue d'un Ordre national du journaliste congolais

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a assisté le 20 janvier à la cérémonie de clôture des états généraux de la communication et médias de la République démocratique du Congo (RDC). Ayant eu pour thème « Médias congolais : quelles perspectives à l'ère du numérique face au développement durable ? », ces assises se sont tenues du 25 au 28 janvier au Centre catholique Nganda à Kinshasa.

Les résolutions du forum ont oscillé autour du défi de s'adapter à l'ère numérique en vue de répondre présent au rendez-vous du développement durable. C'est ainsi qu'un grand échantillon des professionnels des médias s'est retrouvé pour réfléchir et faire avancer les choses dans ce secteur. Lors de ce grand rendez-vous, les professionnels des médias se sont appesantis sur la réforme et l'adaptabilité de la loi de 1996 sur les médias en RDC. Ils ont noté la nécessité d'élaborer un avant-projet à soumettre au Parlement. Il s'agit précisément de négocier une nouvelle loi sur la liberté de la presse, sur la pratique du journalisme, sur la faisabilité de l'aide publique aux médias congolais ainsi que sur le financement de la presse. Ces états généraux ont bénéficié du dialogue intergénérationnel où les anciens et les nouveaux acteurs des médias ont sérieusement

échangé pour dégager des pistes de solutions dans le but d'avoir des médias crédibles et respectables, à en croire le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya.

Ces travaux ont défini la nouvelle politique nationale de la communication et médias, mais aussi les ressources humaines et matérielles, tout en associant les experts des médias pour le développement à la base (programme de développement de cent quarante-cinq territoires). Ce forum a aussi permis d'approfondir les échanges, notamment sur l'exercice rationnel et efficient de la liberté de la presse, la dépenalisation des délits de presse, le moratoire (avant l'adoption et la promulgation de la nouvelle loi) sur les arrestations des journalistes, la création des entreprises de presse fiables, la redynamisation du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication en tant



La tribune à la clôture des états généraux de la communication et médias

qu'autorité de régulation. Il a aussi été question de la suppression des taxes de diffusion, de la réduction si possible jusqu'à 50% la redevance des médias, du recrutement objectif du personnel des médias et du rééquipement des médias publics. Il y a eu au total trente-six recommandations de ces états généraux allant jusqu'à la proposition de la création d'un Ordre national du journaliste.

Pour appuyer et accompagner ce forum, le président de la

RDC, Félix-Antoine Tshisekedi, a insisté sur la manière de favoriser le bon exercice de la liberté de la presse, l'encadrement de l'exercice de la liberté de la presse congolaise. « Sinon, c'est disparaître ou s'adapter pour ne pas rater le train de la révolution numérique, la démocratie-Etat de droit n'est qu'un leurre », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Il nous faut une presse responsable (...) l'on doit guérir de la dé-

sinformation et casser cette inadéquation entre le dire et le faire ».

L'élu du 30 décembre 2018 a, dans son mot de clôture, exhorté les professionnels des médias à devenir des alliés dans la lutte contre les antivaleurs : tribalisme, népotisme, corruption etc. « Nous n'aliénerons jamais votre indépendance », a tenu à rappeler, en bon démocrate, le garant de la nation aux professionnels des médias.

Alain Diasso

BANDALUNGWA

Les services communaux au centre de la journée Kin bopeto

Le bourgmestre de la commune de Bandalungwa, Thierry Bayllon Gaibene, a instruit les agents et cadres de cette municipalité à devenir des véritables acteurs de la vision quinquennale du gouverneur Genty Nyobila, dans le cadre de l'assainissement. Ce personnel communal a été appelé à créer un environnement assaini pour travailler dans de bonnes conditions.

La journée du 29 janvier, consacrée comme tous les samedis à l'opération Kin bopeto, a donné l'occasion à l'autorité municipale de Bandalungwa de faire le tour de chaque service pour se rendre compte de l'effectivité de cette mesure devant s'ériger en habitude dans le chef des agents et cadres du personnel administratif de cette commune. Cet exercice a satisfait tout le monde du fait de la compréhension commune de son bien-fondé. L'opération s'est poursuivie aux alentours de la maison communale où certains chefs de quartiers installés provisoirement se sont également mis à l'œuvre.

Dans le cadre de cette opération, le bourgmestre Thierry Bayllon Gaibene a utilisé les éléments de la police pour évacuer les restaurants de fortune et les garages pi-

rates sur l'avenue Ango Ango. L'autorité communale reproche à ces derniers la non-exécution des travaux d'assainissement du milieu (le Salongo), décrétés pour chaque samedi et du fait que le caniveau à cet endroit est plein de déchets produits par leurs activités commerciales.

Le bourgmestre s'est dit, par ailleurs, encouragé par l'appui de la fondation Gode Mpo, du président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa, qui se compte parmi les autorités publiques impliquées dans le programme Kin bopeto. Cet élu de la commune de Bandalungwa s'est engagé dans le projet de développement de cette entité administrative, notamment en appuyant les actions du bourgmestre dans le balayage des avenues et d'autres grandes artères de



Le bourgmestre Thierry Bayllon Gaibene, en gilet et casquette, participant à l'assainissement de sa municipalité

cette municipalité. Thierry Bayllon Gaibene a appelé ses administrés à s'adonner à cette action que le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a lancée à Bandalungwa, en octobre 2019. Notant que

c'est la population qui produit des déchets et qui ne les gère pas bien, le bourgmestre a relevé que l'insalubrité était une source de maladies diverses. Il a profité de cette journée pour pousser les travailleurs de l'entreprise Itechn, commis

à la construction de la salle polyvalente dans l'enceinte de la maison communale, d'accélérer les travaux de cet ouvrage. Le bourgmestre reproche à cette entreprise de faire traîner l'inauguration qui était pourtant prévue fin novembre 2021.

Lucien Dianzenza

MUSIQUE

Les frères Gims et Dadju porteurs d'un grand projet culturel pour la RDC

Journée exceptionnelle que celle du 30 janvier à la Cité de l'Union africaine suite à la présence sur le site de deux stars congolaises, Gandhi Djuna dit Gims et Dadju Djuna, que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a fait l'honneur de recevoir.

Selon les deux frères qui ont eu des mots justes pour apprécier l'attention qui leur a été accordée par le président de la République, il s'est agi d'un moment inoubliable à jamais estampillé dans leur carrière d'artistes. Le contexte s'y prêtait d'ailleurs fort bien, puisque se situant dans le prolongement de l'inscription de la rumba congolaise dans le patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. « *En tant qu'ambassadeurs du Congo, on a une carte à jouer même si on a évolué en France* », a lâché Maître Gims qui, à l'instar de son frère, pense que le moment est venu de s'investir afin de booster la culture congolaise à travers un apport conséquent. Des sujets porteurs d'excellence dans un secteur aussi complexe que celui de la culture ont été au menu des échanges, a indiqué Gims,

plus que jamais déterminé à remettre le Congo, capitale de la francophonie, sur son piédestal au plan musical. Il y croit fermement et veut traduire ses aspirations en acte.

Porteurs d'un grand projet culturel dont ils ont eu à partager le contenu avec le chef de l'Etat, Gims et Dadju entendent s'investir dorénavant dans la création des studios d'enregistrement de standard international en République démocratique du Congo.

Dans le même temps, ils projettent de capitaliser leurs différentes connexions à travers le monde en vue de la tenue, au pays, d'un festival annuel susceptible d'attirer des grands producteurs et autres acteurs du show buzz international. Avec ses siècles chargés d'histoires, le Congo, pensent-ils, est capable de régénérer pour devenir



Le président Félix Tshisekedi et les deux frères Gims et Dadju

l'épicentre de la culture africaine et pourquoi pas mondiale. « *On va porter le Congo avec fierté partout dans le monde* », a ajouté l'auteur de « Subliminal » (Disque de diamant avec un million d'exemplaires vendus), tout heureux d'avoir été décoré, avec son frère Dadju, et reçu chacun un passeport diplomatique pour mieux représenter le

Congo à l'extérieur.

Pour sa part, Prince Dadju a salué la vision du président de la République qui rejoint la leur avec, en sous-jacent, l'envie, ou mieux, le désir de faire avancer la culture congolaise en surfant sur sa meilleure représentativité à l'international. A noter que Gims et Dadju ont évolué dans une famille de musiciens et leur

généiteur, Djuna Djana, fut chanteur du groupe Viva-la-Musica de Papa Wemba. Actuellement, les deux frères collectionnent des distinctions et passent pour les artistes congolais de la diaspora les plus en vue avec un genre de musique (Hip-Hop, R&B) très prisé par des mélomanes de tous les horizons.

Alain Diasso

ADIAC

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



GESTION DES FRÉQUENCES

L'ARPCE et le CSLC renforcent leur coopération

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) et le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) ont signé, le 31 janvier à Brazzaville, une convention de coopération pour la gestion, l'utilisation et le contrôle des fréquences audiovisuelles.

La convention signée par Louis-Marc Sakala, directeur général de l'ARPCE, et Philippe Mvouo, président du CSLC permettra aux deux institutions de disposer d'un cadre de collaboration visant une gestion optimale, une bonne utilisation et le contrôle des fréquences affectées au secteur de radiodiffusion sonore et télévisuelle. En effet, l'accord vise également à organiser la gestion des fréquences radioélectriques utilisées pour la télédistribution et les liaisons de transport audiovisuel (faisceaux hertziens), et assurer un contrôle efficient des équipements et des installations radioélectriques.

S'appliquant aux équipements et installations radioélectriques des services de radiodiffusion sonore et télévisuelle ainsi qu'aux fréquences y afférentes, cette convention prévoit de définir la politique de contrôle des stations radioélectriques du secteur de radiodiffusion, veiller à l'application des décisions arrêtées par les deux parties, produire périodiquement des rapports de colla-



Signature des documents entre les deux responsables/Adiac

boration et enfin fixer les modalités de transfert des bandes de fréquences du service de radiodiffusion vers un autre service radiocommunication.

Pour Louis-Marc Sakala, la gestion des fréquences est un ensemble d'activités qui permet d'assurer une exploitation efficace des équipements et des services de radiocommunication sans causer le brouillage préjudiciel de leurs usagers faisant ainsi de ce domaine vaste de commu-

nication électronique un domaine vital au bon fonctionnement du quotidien de tout un chacun.

« Les activités de gestion du spectre de fréquence sont opérées conformément aux réglementations internationales et nationales. Elles mettent en œuvre des techniques complexes de par l'étendue de leurs utilisations qui couvrent les domaines de transmission de sécurité, de défense, de transmission portuaire, fluviale,

maritime ainsi qu'aéronautique passant par la téléphonie mobile... », a-t-il indiqué.

Cette coopération entre les deux organes de régularisation met un point d'honneur à la garantie pour la gestion, l'utilisation et le contrôle de fréquences en s'alignant sur les recommandations des institutions internationales, notamment l'Union internationale des télécommunications.

De son côté, le président du CSLC, Philippe Mvouo, estime

que grâce à cette convention les deux équipes techniques vont désormais entretenir un partenariat sérieux en vue d'aider la population à avoir accès à la bonne communication et au bon service de ces instruments. « La gestion des fréquences est importante et l'ARPCE en est le point central de tous les utilisateurs de fréquences. Nous ne pouvons rien faire si nous ne collaborons pas avec l'ARPCE. Le cadre conventionnel d'aujourd'hui n'est pas un cadre fini parce que nous serons encore amenés à nous asseoir pour l'élargir en vue d'une bonne collaboration en matière de gestion des fréquences audiovisuelles. Cette convention vient à point nommé car elle permettra d'ériger les barrières qu'il ne faudrait plus jamais franchir », a-t-il expliqué.

Notons qu'un comité de suivi sera mis en place, en tant qu'organe technique d'exécution, composé des experts des deux autorités de régulation.

Gloria Imelda Lossele

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Le Conseil œcuménique du Congo appelle aux élections apaisées

Le Conseil œcuménique du Congo a clôturé sa 52^e semaine de prière universelle pour l'unité des chrétiens, le 29 janvier à Brazzaville. A l'occasion, il a publié un message dans lequel il exhorte les Congolais à organiser des élections législatives et locales crédibles, transparentes et apaisées.

« Au regard de l'actualité nationale, en cette année 2022 le Congo se prépare aux élections électorales pour le renouvellement de l'Assemblée nationale et des Assemblées locales. Pour ce faire, le Conseil œcuménique des chrétiens du Congo exhorte le peuple congolais en général et les chrétiens, en particulier, aux élections apaisées et transparentes, en faisant prévaloir les valeurs de justice et d'amour », relève le Conseil œcuménique dans sa déclaration.

Depuis toujours, les confessions religieuses militent pour des élections libres et crédibles. Le plaidoyer fait par le Conseil œcuménique du Congo vise à attirer l'attention des pouvoirs publics afin qu'ils prennent déjà des dispositions nécessaires permettant la tenue des élections législatives et locales crédibles, régulières et transparentes. En lançant cet appel, l'objectif poursuivi par ces confessions religieuses est d'éviter des remous so-



Les responsables de l'œcuménisme posant devant la basilique Sainte-Anne/Adiac

ciaux qui mettraient à mal l'unité nationale, le vivre ensemble et la paix dans le pays. S'agissant de la semaine chrétienne célébrée sur le thème « Nous avons vu son astre à l'Orient et nous sommes venus lui rendre hommage », elle a démarré le 21 janvier dernier, dans le cadre du 52^e anniversaire de la semaine de

prière universelle pour l'unité des chrétiens du Congo. Plus de 1 531 chrétiens venus des églises catholique, protestante, orthodoxe, évangélique du Congo, l'Armée du salut et de l'église évangélique luthérienne, qui forment le corps œcuménique, ont participé à ce culte spécial organisé à la basilique Sainte-Anne.

Huit jours durant, toutes ces congrégations ont prié, chacune dans ses paroisses, sur l'unité des chrétiens à travers le monde. Dans son homélie du jour, tirée du livre de Matthieu 2 au verset 2, le président du Conseil œcuménique du Congo, Juste Alain Gonard Bakoua, a exhorté les fidèles à être soudés dans l'amour de

Jésus-Christ, qui s'est donné à la croix pour l'humanité.

Il s'agit pour des chrétiens, selon le Conseil œcuménique, de consolider les liens entre eux afin de surmonter ensemble les défis liés aux violences armées, à la crise sanitaire de la covid-19 et à d'autres impératifs du moment.

« Là où vous irez, où que vous soyez, dans vos maisons, parcelles et autres milieux sociaux, soyez unis et montrez à votre entourage l'amour que nous avons hérité de la part de christ, notre Seigneur. C'est le sens à donner à notre célébration œcuménique de ce matin », a souligné Juste Alain Gonard Bakoua aux fidèles.

La semaine chrétienne, célébrée dans un contexte dominé par la pandémie à coronavirus, a donné l'occasion au Conseil œcuménique du Congo d'encourager les pouvoirs publics à intensifier la désinfection et l'assainissement des lieux publics.

Firmin Oyé

BURKINA FASO

Visite d'une délégation conjointe Afrique de l'Ouest-ONU

Une délégation conjointe de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de l'ONU s'est entretenue lundi à Ouagadougou avec les membres de la junte qui ont pris le pouvoir il y a une semaine, alors que le Burkina Faso vient d'être suspendu de l'Union africaine (UA).

La délégation conjointe arrivée en début d'après-midi était conduite par Shirley Ayorkor Botchway, ministre ghanéenne des Affaires étrangères, et par le représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (Unowas), le Tchadien Annadi Mahamat Saleh.

Après sa suspension vendredi des instances de la Cédéao, le Burkina Faso l'a été lundi de celles de l'UA «jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel dans le pays», comme le Mali et la Guinée voisins, où des militaires ont également pris le pouvoir.

Samedi, la Cédéao avait déjà envoyé une délégation de plusieurs chefs des armées de la région pour rencontrer le chef de la junte, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba.

Après un bref entretien, le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration avait réaffirmé son engagement vis-à-vis des organisations sous-régionales et internationales, selon la présidence du Burkina Faso.

MALI

La junte décide d'expulser l'ambassadeur de France

Les autorités maliennes dominées par les militaires ont décidé d'expulser l'ambassadeur de France, dans une nouvelle escalade de la brouille entre Bamako et Paris, a annoncé lundi la télévision d'Etat.

«Le gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale que ce jour (...) l'ambassadeur de France à Bamako, son excellence Joël Meyer, a été convoqué par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (et) qu'il lui a été notifié la décision du gouvernement qui l'invite à quitter le territoire national dans un délai de 72 heures», a annoncé un communiqué lu par la télévision d'Etat.

Les autorités maliennes ont justifié cette décision par les récentes déclarations «hostiles» de responsables français à leur encontre.

Cette convocation marque un nouveau durcissement des tensions entre le Mali et la France, l'ancienne puissance coloniale engagée militairement au Mali et au Sahel depuis 2013. Les relations n'ont cessé de se détériorer, depuis que des colonels ont pris par la force, en août 2020, la tête de ce pays plongé depuis 2012 dans une profonde crise sécuritaire et politique.

AFP

La délégation conjointe doit aussi avoir des rencontres «avec les différents acteurs burkinabè», indique un communiqué de l'Unowas.

Les dirigeants de la Cédéao se réuniront jeudi à Accra, pour étudier les résultats de ces deux missions et décider d'éventuelles sanctions supplémentaires contre le Burkina.

Depuis la prise de pouvoir de la junte le 24 janvier, peu d'informations ont filtré sur les intentions concrètes du nouveau pouvoir qui a renversé l'ex-président Roch Marc Christian Kaboré, placé en résidence surveillée, ni sur la composition de la junte.

Procès Sankara suspendu

Le lieutenant-colonel Damiba ne s'est exprimé publiquement

qu'une fois, dans une allocution jeudi soir à la télévision nationale. S'il a fait de la sécurité sa «priorité» dans son pays, en proie depuis 2015 à des attaques de groupes jihadistes de plus en plus fréquentes, il s'est aussi engagé au «retour à une vie constitutionnelle normale», «lorsque les conditions sont réunies», sans préciser de durée. Il a également indiqué que son pays avait «plus que jamais besoin de ses partenaires» internationaux.

Dimanche soir, l'état-major français a annoncé avoir tué soixante jihadistes dans le nord du pays, lors d'une opération conjointe avec les forces burkinabè. Le Burkina Faso, qui abrite des forces spéciales françaises, est un allié majeur de Paris dans la lutte an-

ti-jihadiste.

Lors de sa prise de parole jeudi, le leader de la junte a également promis l'indépendance de la justice. Mais lundi, à la reprise du procès des assassins présumés de Thomas Sankara et de douze de ses compagnons en 1987 - interrompu par le putsch - le tribunal militaire de Ouagadougou a décidé de le suspendre jusqu'au «rétablissement de la Constitution». Paul-Henri Sandaogo Damiba semble pour le moment pouvoir compter sur plusieurs soutiens : celui de la population d'abord, les critiques contre le coup d'Etat restant très rares à Ouagadougou où plusieurs manifestations avaient appelé au départ de Roch Marc Christian Kaboré, accusé notamment d'être incapable de

faire face à la violence jihadiste.

Plusieurs organisations de la société civile et des partis d'opposition se disent également prêts à collaborer avec le nouveau pouvoir pour aider le pays à sortir de la crise sécuritaire. Dans le sillage de la crise sécuritaire, le Burkina Faso est pris depuis près de sept ans dans une spirale de violences attribuées à des mouvements jihadistes, affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique, qui ont fait plus de 2 000 morts et contraint au moins 1,5 million de personnes à fuir leurs foyers.

Plusieurs attaques récentes particulièrement meurtrières avaient amplifié l'exaspération de la population contre le régime de l'ex-président Kaboré.

AFP

ALGER - PARIS

Abdelmadjid Tebboune invité au sommet UA-UE à Bruxelles

Le président français, Emmanuel Macron, s'est entretenu par téléphone avec son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, le 29 janvier. Ce dernier a été invité officiellement à prendre part au prochain sommet Afrique-Union européenne (UE) convoqué du 17 au 18 février à Bruxelles, en Belgique. La France assure actuellement la présidence tournante de l'UE.

Les deux chefs d'Etat, Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune, se sont réjouis de la dynamique de leur relation bilatérale, notamment dans les domaines sécuritaires et économiques. L'échange a également porté sur la préparation du sommet Union africaine (UA) -UE qui aura lieu à Bruxelles, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'UE, ainsi que sur les enjeux régionaux de stabilité, en particulier la lutte contre le terrorisme au Sahel.

«Enfin, le président de la République est revenu sur ses dernières initiatives en France pour l'apaisement

des mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie. Il a dit se tenir disponible pour travailler sur ce sujet avec son homologue algérien, en particulier en ce qui concerne les recherches sur les disparus et l'entretien des cimetières européens en Algérie», indique un communiqué de l'Elysée.

Alger a rappelé le 2 octobre dernier son ambassadeur en France, après la diffusion par le quotidien Le Monde des propos attribués au président français, qui aurait estimé que l'Algérie s'est construite depuis son indépendance sur «une rente

mémorielle» entretenue par «le système politico-militaire» au pouvoir à Alger.

Abdelmadjid Tebboune avait jugé «très graves» les propos d'Emmanuel Macron. «On ne touche pas à l'histoire d'un peuple, on n'humilie pas les Algériens», avait-il affirmé lors d'un entretien accordé au magazine allemand Der Spiegel. La tension diplomatique avait ensuite atteint son paroxysme, au point que le chef de l'Etat algérien avait décliné une invitation d'Emmanuel Macron pour prendre part à la conférence internationale sur la Libye, tenue à Paris. Alger avait également décidé d'interdire le survol de son territoire aux avions militaires français en partance pour le Mali, dans le cadre de l'opération «Barkhane».

Le 26 janvier, Emmanuel

Macron avait exprimé la «reconnaissance» de la France envers les rapatriés d'Algérie et adressé un geste fort aux pieds-noirs en reconnaissant deux «massacres» qui se sont produits après la signature des accords d'Evian du 19 mars 1962. Il a qualifié d'«impardonnable pour la République» la fusillade de la rue d'Isly, à Alger. Pour rappel, Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron ne se sont pas parlé directement, depuis octobre 2021. Le dégel des relations entre l'Algérie et la France n'est intervenu qu'en décembre, lorsque le chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian, s'est rendu, dans le cadre d'une visite surprise, à Alger où il s'est entretenu avec le président algérien. Quelques jours après, Alger a autorisé le retour de son ambassadeur à Paris.

Noël Ndong

MIGRATION

Amnesty appelle l'UE à cesser sa coopération avec la Libye

Amnesty International a appelé lundi l'Union européenne (UE) à cesser sa coopération avec les autorités libyennes en matière de migration, à l'occasion des cinq ans d'un accord controversé, dénonçant à nouveau les conditions infernales de détention des migrants dans ce pays.

L'accord de coopération avec les garde-côtes libyens prévoit l'interception en Méditerranée des migrants qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer au péril de leur vie, et leur retour forcé en Libye. Plus de 82 000 personnes au total ont ainsi été ramenées en Libye, selon Amnesty. L'organisation souligne qu'il est «illégal de renvoyer quiconque vers un endroit où il est menacé de graves violations» des droits humains.

«Les hommes, femmes et enfants ramenés de force en Libye sont confrontés à des détentions arbitraires, à la torture, à des

conditions de détention cruelles et inhumaines, à des viols et des violences sexuelles, à des extorsions de fonds, au travail forcé et à des exécutions extrajudiciaires», énumère l'ONG.

«Le gouvernement libyen d'unité nationale continue de permettre de nouveaux abus et de renforcer l'impunité, ainsi que le montre la récente nomination de Mohammed al-Khoja comme directeur du département de lutte contre l'immigration irrégulière», accuse Amnesty. M. al-Khoja, qui dirige aussi le centre de détention Tariq al-Sikka, est souvent accusé par

des ONG et médias d'abus envers les migrants.

«Il est grand temps de mettre un terme à cette approche cruelle, qui démontre un mépris total pour la vie et la dignité de ces gens. A la place, les efforts de sauvetage doivent garantir que les gens sont emmenés dans un lieu sûr», a dénoncé Matteo de Bellis, chercheur sur la migration et l'asile à Amnesty.

Plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est devenue une plaque tournante pour des dizaines de milliers de migrants, majoritairement issus de pays d'Afrique subsaharienne, cherchant à gagner l'Europe par les côtes italiennes, distantes de quelque 300 Km.

L'Italie et la Libye ont signé le 2 février 2017, avec le soutien de l'UE, un accord controversé, mais renouvelé depuis, prévoyant d'aider financièrement et de former les garde-côtes libyens pour bloquer les départs de migrants. Les ONG et l'ONU le dénoncent régulièrement, ainsi que les violations des droits humains commises à l'encontre des migrants.

«L'Italie et l'UE doivent cesser de favoriser ces abus effroyables», a déclaré Matteo de Bellis, qui appelle l'Union à «se concentrer plutôt sur l'ouverture de voies légales dont le besoin est urgent pour les milliers de personnes piégées en Libye qui ont besoin d'une protection internationale».

D'après AFP

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

CABINET

N° 0169 - MF/BPP-CAB

COPIE

Communiqué

Le Directeur de Cabinet du Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public porte à la connaissance du public que le concours de recrutement des auditeurs de la huitième (8^{ème}) promotion de l'Institut de l'Economie et des Finances-Pôle Régional de Formation des Régies Financières de l'Afrique Centrale (IEF-Pôle Régional), situé à Libreville, au Gabon, se déroulera du 28 mars au 02 avril 2022.

Ce concours concerne les filières de formation suivantes :

- administration Economique et Financière ;
- douanes ;
- impôts ;
- trésor.

A- Les conditions à remplir pour les candidats internes :

- être fonctionnaire de la catégorie I, échelles 1 et 2 du Ministère en charge des Finances, justifiant d'au moins trois (3) ans d'ancienneté dans le corps ;
- être âgé au plus de 45 ans au 1^{er} janvier 2022 ;
- s'être acquitté des frais de participation au concours d'un montant de trente-cinq mille (35.000) francs CFA à la banque : ECOBANK GABON sous le numéro de compte : GA21-40024-00002-36188012720-38.

Pièces à fournir :

- une fiche de candidature (à renseigner à la DRHF) ;
- deux (02) photos d'identité en couleur ;
- un extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif tenant lieu ;
- un arrêté portant nomination dans le corps de la catégorie I ;
- les copies légalisées des diplômes et titres universitaires ;
- une autorisation de concourir ;

- un reçu du montant des frais de participation, non remboursables, fixés à trente-cinq mille (35.000) franc CFA.

B- Les conditions à remplir pour les candidats externes (non fonctionnaires) :

- être âgé au plus de trente (30) ans au 1^{er} janvier 2022 ;
- être titulaire du baccalauréat et d'une maîtrise (BAC+4) ou d'un diplôme reconnu équivalent dans l'un des domaines suivants : économie, finances, gestion, administration, statistiques, étude commerciale, droit, sciences politiques, grandes écoles scientifiques, mathématiques ;
- s'être acquitté des frais de participation au concours d'un montant de trente-cinq mille (35.000) francs CFA à la banque : ECOBANK sous le numéro de compte : GA21-40024-00002-36188012720-38.

Pièces à fournir :

- une fiche de candidature (au dépôt à la DRHF) ;
- deux (02) photos d'identité en couleur ;
- un extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif tenant lieu ;
- un extrait de casier vierge datant de moins de trois (03) mois ;
- copies légalisées du baccalauréat et de la maîtrise ;
- un certificat médical datant de moins de trois (3) mois ;
- une lettre faisant acte de candidature et transmettant les pièces dûment énumérées et classées et garantissant sur l'honneur leur authenticité ;
- un reçu du montant des frais de participation, non remboursables, fixés à trente-cinq mille (35.000) franc CFA.

La date de dépôt des candidatures est fixée du 24 janvier au 04 mars 2022.

Pour toutes informations complémentaires, les candidats sont priés de contacter les services de la direction des ressources humaines et de la formation, sise au ministère des finances, du budget et du portefeuille public (ex-immeuble BCC), au 1^{er} étage, portes 105 et 114.

Fait à Brazzaville, le 28 JAN 2022

Le directeur du cabinet du ministre des
finances, du budget et du portefeuille public



Wifrid Albert OSSIE

DIRECT

C'EST OFFICIEL

CDIRECT X CRE-ACTIV

ENSEMBLE POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONGO

+242 06 600 92 99 / 06 580 76 76



L'Union européenne adopte son nouveau programme de coopération avec la République du Congo



L'Union européenne (UE) a adopté, en fin d'année 2021, son Programme indicatif multi annuel (PIM) 2021-2027 pour la République du Congo. Ce nouveau programme est associé à une première tranche de financement de 73 millions d'EUR (48 milliards FCFA) pour la période 2021-2024, visant à renforcer la coopération bilatérale et faire progresser les intérêts communs de l'UE et du Congo dans les domaines suivants :

- (1) Gouvernance économique et transition vers une économie verte, diversifiée et digitalisée ;
- (2) Gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique ;
- (3) Démocratie, droits Humains et gouvernance participative.

L'allocation financière pour la période 2025-2027 sera déterminée à la suite d'une revue à mi-parcours en 2024.

Grâce à ce document stratégique, l'UE s'engage à fournir un appui dans ces domaines, identifiés en concertation avec les autorités congolaises et les Etats membres de l'UE, en cohérence avec les stratégies de développement national. D'autres partenaires clés ont été consultés lors de l'élaboration du nouveau programme, en particulier les organisations de la société civile, notamment les organisations de femmes et de jeunes, les autorités locales, les représentants du secteur privé, ou encore les autres partenaires au développement.

L'Ambassadeur Giacomo DURAZZO a saisi cette occasion pour saluer le partenariat de longue date entre l'Union européenne et la République du Congo : « *Aujourd'hui, nous faisons progresser notre coopération, en nous engageant pour un appui durable dans les trois domaines prioritaires précités, après des discussions fructueuses avec les autorités*

congolaises et les autres parties prenantes. Je suis particulièrement heureux que nous puissions approfondir notre appui dans ces secteurs stratégiques pour le pays. »

L'adoption de ce PIM est une étape importante dans le renforcement et la concrétisation du partenariat de l'UE avec le Congo. Il permettra aux deux partenaires de poursuivre leur travail commun sur des programmes et projets basés sur des objectifs, principes et valeurs partagés.

Les priorités identifiées seront mises en œuvre en concertation et collaboration avec les Etats-membres de l'Union européenne, dans une approche « Equipe Europe ». Elles sont alignées avec l'Agenda 2030 des Nations unies, l'Accord de Paris et la nouvelle stratégie de connectivité « Global Gateway » de l'Union européenne. En effet, parmi les priorités de la coopération de l'UE avec le Congo figurent en bonne place l'accompagnement au développement du numérique et la promotion des énergies renouvelables.

L'approche de l'UE est résolument tournée vers le partenariat. A ce titre, une initiative phare appelée « Partenariat pour les forêts » est envisagée. Les partenaires européens agiront ensemble afin d'avoir un impact transformateur sur les politiques et les actions du gouvernement congolais en matière de gestion durable des ressources forestières. Le Partenariat pour les forêts a en effet pour ambition d'améliorer la coopération sur les aspects liés aux forêts de la République du Congo, tels que la gouvernance forestière, le développement d'une économie forestière durable et créatrice d'emplois, et la préservation de la biodiversité des écosystèmes forestiers.

Enfin, grâce à ce nouveau programme de coopération, l'UE s'engage à agir sur un large panel d'objectifs de développement durable, en particulier les ODD 12, 13, 14 et 15 en lien avec la protection de l'environnement.

Transposer le programme en actions – quelques exemples

Au travers des priorités définies et des actions y relatives (programmes, projets) qui seront développées au cours des prochaines années, l'Union européenne réaffirme sa place de partenaire privilégié de la République du Congo. Dans des domaines tels que la gouvernance forestière, la valorisation des aires protégées, ou encore la gouvernance et la transition économique, l'appui de l'Union européenne a permis d'importantes avancées ces dernières années : progrès dans la mise en place d'un système informatisé et vérification de la légalité du bois, travail sur le conflit homme-faune dans le contexte des parcs nationaux, pérennisation de « clusters » des acteurs économiques dans les domaines avicoles, de l'artisanat du bois, du maraîchage et de la transformation des fruits et légumes.

La nouvelle programmation s'inscrit donc dans la continuité. Ainsi, l'Union européenne va notamment accorder un financement substantiel au programme de gestion durable des terres dans le cadre de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI). Cet appui s'inscrit naturellement dans le prolongement du soutien continu et répété de l'Union européenne à la protection de la biodiversité du bassin du Congo.

La nouvelle programmation va également plus loin, et est certainement plus ambitieuse à certains égards. En partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI), l'UE s'investira dans le développement de l'économie numérique et la promotion de la digitalisation. Aussi, l'UE vise à mobiliser des financements pour promouvoir l'essor des énergies renouvelables à travers le pays.

A propos de « Europe dans le monde »

Le programme 2021-2027 pour la République du Congo est financé par l'initiative européenne « Europe dans le monde ». D'une valeur de 79,5 milliards d'euros, « Europe dans le monde » est le nouvel instrument de financement principal de l'action extérieure de l'UE pour 2021-27 qui couvre les partenariats avec tous les pays tiers, à l'exception des pays en préadhésion et des pays et territoires d'outre-mer.

Plus d'informations

Retrouvez l'intégralité du programme indicatif multi-annuel 2021-2027 à ce lien : <https://bit.ly/31390xL>

Europe dans le monde :
<https://bit.ly/31VDLW5>
<https://bit.ly/3KkNnev>

Global Gateway :
<https://bit.ly/3K95CDF>

Personnes de contact :
 Muriel Abikou : Muriel.ABIKOU@eeas.europa.eu
 Azaad Manté : Azaad.MANTE@eeas.europa.eu

Union européenne en République du Congo
 Croisement rue Duplex – rue de la Libération de Paris,
 Quartier Blanche Gomes – B.P. 2149 - Brazzaville

https://eeas.europa.eu/delegations/congo-brazzaville_fr
[facebook.com/duecongobrazza](https://www.facebook.com/duecongobrazza)
[@UeCongoBrazza](https://twitter.com/UeCongoBrazza)



CAN 2021

Le stade d'Olembé rouvre pour une demi-finale et la finale

La Confédération africaine de football (CAF) a rouvert dimanche le stade d'Olembé à Yaoundé pour la fin de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) au Cameroun après avoir reçu le rapport relatif à la bousculade qui a fait huit morts lundi.

«La Commission d'organisation de la CAF a décidé à l'unanimité de lever la suspension imposée au stade d'Olembé et d'autoriser l'une des demi-finales de la CAN ainsi que le match de la finale à se dérouler au stade d'Olembé», a indiqué la CAF dans un communiqué.

«Le rapport a analysé les circonstances tragiques qui ont occasionné trente-huit blessés et huit morts. Il a en outre souligné les recommandations et les interventions visant à garantir qu'une tragédie de cette nature ne se reproduise jamais», a développé le communiqué.

Il souligne par ailleurs les mesures de sécurité supplémentaires «mises en œuvre avec succès au stade Ahmadou Ahidjo» de Yaoundé «lors du match Maroc-Malawi et au stade Japoma» de Douala «lors du match Gambie-Cameroun», deux quarts de finale de la compétition reine du continent.

La bousculade mortelle lundi dernier à Yaoundé avant le huitième de finale entre le Cameroun et les Comores est due à l'ouverture «imprudente» d'une porte par les forces de sécurité «face à une marée humaine», a souligné vendredi devant la presse le ministre camerounais des sports.

La grille de l'entrée Sud du stade,

le lieu du drame, «a été momentanément fermée par les forces de maintien de l'ordre (...) face au déferlement de spectateurs (...) alors que d'autres entrées étaient opérationnelles» au grand stade d'Olembé de la capitale camerounaise, a assuré Narcisse Mouelle Kombi devant la presse et dans son rapport.

Mais, «face à la pression exercée sur ces grilles, et débordés par cette marée humaine, les éléments de sécurité en faction ont procédé de manière imprudente à l'ouverture de l'entrée Sud, provoquant une grande bousculade» qui a abouti à la mort de huit personnes, dont un enfant et deux femmes, a poursuivi le ministre.

Quart de finale délocalisé
Des témoignages concordants recueillis le lendemain du drame par l'AFP confirmaient qu'une foule compacte s'agglutinait



contre la grille de l'entrée Sud que les policiers ont finalement ouverte. Des centaines de personnes se sont engouffrées dans cette brèche, en piétinant des dizaines d'autres.

Au lendemain de la tragédie, le président de la CAF, Patrice Mot-

sepe, avait annoncé la délocalisation du quart de finale prévu dimanche du stade d'Olembé au deuxième stade de la capitale, Ahmadou Ahidjo.

Il avait aussi annoncé que la CAF ne permettrait pas d'y jouer d'autres rencontres si les autorités camerounaises ne lui présentaient pas avant vendredi un rapport d'enquête.

M. Motsepe avait déjà indiqué mardi que la bousculade était liée à la fermeture d'une des grilles d'accès au stade. Il avait jugé «inexplicable» cette décision. «Si cette porte avait été ouverte comme elle aurait dû l'être, nous n'aurions pas eu le problème que nous avons à présent, ces pertes de vie. Qui a fermé cette porte?

Qui est responsable de cette porte?», avait-il martelé devant la presse.

Dans son rapport, le ministre des sports camerounais et président du comité d'organisation de la compétition a égrené plusieurs mesures préconisées par le gouvernement pour faire en sorte que ce type de drame ne puisse plus survenir, au stade d'Olembé comme dans les autres: entre autres, davantage de points de filtrage, des accès en zig-zag dans les files menant aux grilles, l'augmentation du nombre de portes d'entrée, l'augmentation du nombre des forces de maintien de l'ordre et l'interdiction aux enfants de moins de 11 ans.

D'après AFP

Le programme des demi-finales

Les demi-finales

Mercredi 2 février

Burkina Faso - Sénégal 20h00 (à Yaoundé)

Jedi 3 février

Cameroun - Egypte 20h00 (à Yaoundé)

Match pour la troisième place

Dimanche 6 février à 17h00 à Yaoundé

Finale

Dimanche 6 février à 20h00 à Yaoundé



LE CONGO VU DU MONDE, LE MONDE VU DU CONGO

LES BOUQUETS
CANAL+
CANAL 334

EASY
CANAL 3

free
CANAL 449

Molotov.TV



LA 1^{ère} CHAÎNE MONDIALE DES 2 CONGO !

EDUCATION

Les enseignants volontaires entament une grève illimitée

Pour non-respect du cahier des charges par le gouvernement, la Coordination des diplômés des écoles professionnelles de l'enseignement (CDEPE) est entrée en grève à partir du 31 janvier.

« Vu le non-paiement de cinq mois de bourse y compris l'arriéré de décembre 2020, vu le non-respect du préavis de grève des enseignants volontaires de l'arrière-pays... Nous, coordination des onze bureaux départementaux et sa base, constatons avec amertume le non-respect du cahier des charges, en rejetant avec la dernière énergie le mois de bourse viré, demandons à tous les enseignants volontaires d'observer une grève illimitée à partir du lundi 31 janvier », souligne la déclaration de la CDEPE, rendue publique à cette même date à Brazzaville.

Les réclamations de la CDEPE sont multiples. Celle-ci fustige, en outre, le non-respect de l'ordre d'ancienneté sur le terrain dans la sélection des dossiers pour l'intégration à la Fonction publique ;



Les enseignants volontaires décrétant la grève/DR

l'enrôlement des nouveaux finalistes au moment où la plus grande partie de ceux qui sont sur le terrain n'est pas encore intégrée... La liste n'est pas exhaustive.

En rappel, pour apporter la solution à l'épineux problème de déficit d'enseignants, le gouvernement et la CDEPE ont signé un protocole d'accord en septembre 2018. A cet effet, 4 660 enseignants volontaires ont été affectés dans les différentes localités du pays. Selon la Coordination, le cahier des charges né de cet accord n'est pas respecté comme prévu. Ce qui, de temps en temps, explique les grèves déclenchées pour se faire entendre. Une situation qui peut avoir un impact négatif sur le calendrier scolaire en termes de finition de programmes.

Rominique Makaya

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Quinze journalistes et communicants institutionnels congolais achèvent leur stage

Quinze journalistes et communicants congolais ont été formés, du 24 novembre au 23 décembre 2021, par des professionnels de la presse française et africaine. La cérémonie de remise des certifications de l'École supérieure de journalisme de Lille (ÉSJ) a eu lieu le 28 janvier à la Case de Gaulle, sous les auspices de l'ambassadeur de France au Congo, François Barateau, en présence des membres du Conseil supérieur de la liberté de communication.

Organisée par l'ambassade de France en partenariat avec l'ÉSJ et le Centre international de presse du Congo, la formation en ligne avait pour thème « Plongée dans la machine à désinformer : comment lutter contre les fake news ? ».

S'exprimant au nom de tous les bénéficiaires de la formation, Rosie Pioth a estimé que les moments passés ensemble n'ont pas seulement été ceux d'apprentissage, mais aussi de partage et de convivialité qui leur ont permis d'entrer dans le monde des fake news, et de s'imprégner des astuces désormais utiles et nécessaires pour lutter contre la désinformation. « Nous savons désormais que le premier réflexe de tout bon journaliste, dès qu'il tombe sur une information quelle qu'elle soit, est de se poser la question suivante : est-elle vraie ? Et de cette question naîtra le processus de vérification, qui va le pousser à recouper l'information à la source, afin d'éviter d'allonger la chaîne de ceux qui distillent les fake news. Grâce à vos enseignements, chère Elisa, nous pouvons vous affirmer ici que notre esprit critique le sera plus encore, mais ce, dans le respect des règles déontologiques et professionnelles qui régissent chacun de nos métiers », a-t-elle déclaré.

Prenant la parole pour sa part, au nom des communicants, Sylver Ikama a indiqué qu'à l'heure de l'internet, les médias traditionnels n'ont plus le monopole de l'information. Muni d'un terminal et d'une connexion à internet, tout le monde est désormais capable de manipuler une partie de l'opinion publique, en diffusant ou relayant



Les bénéficiaires des certifications posant avec l'ambassadeur de France au Congo/DR

des informations n'ayant aucune base de véracité. Pour lui, cette formation est venue à point nommé. Et le choix de la qualité des bénéficiaires, à savoir les journalistes et les communicants d'entreprise s'avère judicieux en ce sens que ce sont des acteurs de premier plan dans le traitement et la diffusion de l'information. « Le droit des médias, l'éthique et la déontologie ont été revisités, comme pour nous rappeler à la fois nos libertés, nos limites, mais surtout notre responsabilité en tant que quatrième pouvoir. Rien n'a été occulté », a-t-il dit. Pour Elisa Thevenet, formatrice en chef du programme de formation de l'ESJ de Lille, la question qu'elle a le plus entendu pendant cette formation c'est : « Comment on fait concrètement pour lutter contre les théories du complot et les fake news ? » Toute la difficulté, a-t-elle dit, est contenue dans ce « concrè-

tement ». Et la réponse, « c'est en disséquant ce qui nous rend poreux à ces informations frelatées », a-t-elle répondu.

« L'École supérieure de journalisme de Lille considère que l'éducation aux médias est un droit, que notre mission en tant que journalistes consiste à démocratiser l'accès à l'information et de nous sensibiliser, toutes et tous, à la prudence et la rigueur que la possibilité de s'adresser au monde exige. Ce sont ces fondamentaux que j'ai eu l'immense plaisir de partager avec nos quinze bénéficiaires cette année », a-t-elle fait savoir.

Une formation d'une grande importance pour les journalistes congolais

L'ambassadeur de France au Congo a salué la présence d'Elisa Thevenet, qui a fait tout spécialement le

déplacement de France, avant de circonscrire l'événement. « Je suis aujourd'hui devant vous pour parler renforcement des capacités de la presse et amélioration de la gouvernance publique au Congo. Encore ?, diront certains... ils devront s'y habituer, car il s'agit de l'un des axes d'effort important de cette ambassade... », a déclaré François Barateau.

Consciente de ces enjeux et engagée en faveur du développement de la société civile congolaise, ainsi qu'en faveur de l'amélioration de la gouvernance publique, « l'Equipe France au Congo » soutient activement le renforcement des compétences des femmes et des hommes de presse. « Nous le faisons avec conviction, sérieux et responsabilité, car nous croyons à l'indispensable rôle des médias dans la construction et la prospérité d'une société démocratique,

stable et pluraliste », a soutenu le diplomate français.

« Nos sociétés, nos communautés de destin, ont besoin d'une presse structurée, capable de produire de l'information pertinente pour former des citoyens éclairés. Une presse forte sera toujours un puissant antidote contre la manipulation de l'information et les opérations de désinformation. Et des journalistes bien formés, intègres et responsables, seront également des professionnels de la presse plus respectueux des citoyens et des institutions, ainsi que de leurs responsables », a-t-il ajouté.

A l'issue de la cérémonie, Tiras Adang, l'un des communicants institutionnels, pense que cette formation est d'une grande importance pour le Congo, qui comme bien d'autres pays fait l'objet de critiques, parfois sans fondement, sur la toile. « Des personnes, parfois avec des fausses identités, discréditent le pays sur la toile, développant ce que l'on peut appeler des théories du complot. Grâce à la vérification digitale que nous venons d'apprendre, nous sommes en mesure dorénavant de détecter ces fossoyeurs de troubles sur la toile, de démasquer leurs identités, connaître qui a émis telle ou telle information, souvent mensongère sur notre pays. Notre formation est donc un atout. Nous lançons un appel aux pouvoirs publics de capitaliser ces acquis », a-t-il dit. Précisons que la formation a été donnée par Elisa Thevenet, Emmanuel de Solère Stinzy, Trésor Kumbangu et Israël Guebo.

Bruno Okokana



CAN 2021/DEMI-FINALES

Karl Toko-Ekambi propulse les Lions indomptables Le Cameroun s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations, qu'il organise, en éliminant la Gambie (2-0), équipe surprise de la compétition, samedi à Douala.

Muets en première période, les Lions indomptables ont pris la mesure des Scorpions grâce à Karl Toko-Ekambi, auteur d'un doublé en sept minutes (50e puis 57e), et affronteront le vainqueur de la rencontre entre l'Égypte et le Maroc, disputée dimanche (16h00).

Le Cameroun a longtemps semblé empêtré dans le piège des Scorpions, qui ont fait preuve, comme depuis le début de la compétition, d'une organisation défensive hors pair, faisant déjouer leur adversaire. Devant les yeux de l'icône locale Samuel Eto'o, double vainqueur de la CAN avec les Lions indomptables, et désormais à la tête de la Fédération camerounaise de football, les hommes de Toni Conceicao ont semblé tétanisés par la pression au début du match.

Aboubakar en échec, Toko Ekambi en réussite

Ce n'est qu'au quart d'heure de jeu que les Lions indomptables se montrèrent dangereux, par leur capitaine

Vincent Aboubakar, auteur d'une talonnade acrobatique finalement contrée (14e).

Le meilleur buteur de la compétition (six buts) a retenté sa chance, en plongeant juste devant son défenseur au point de penalty pour placer sa tête, mais le cadre s'est échappé de peu (31e).

Il a bien failli ouvrir le score, d'une nouvelle tête, cette fois arrêtée presque miraculeusement par Gayé, à bout portant. Une nouvelle grande parade du gardien qui joue au FC Rot-Weiß Koblenz, en quatrième division allemande.

Mais alors qu'Aboubakar s'essayait, en vain, c'est l'attaquant de l'Olympique lyonnais Toko-Ekambi qui surgit pour endosser son costume de sauveur : sur un énième centre de Collins Fai, il plaça une tête croisée imparable (50e), avant de doubler la mise, du pied droit cette fois, sur un centre de Martin Hongla (57e).

Premier match de la CAN sans encaisser de but pour le



Karl Toko Ekambi a terrassé les Scorpions de Gambie (Issouf Sanogo/AFP)

Cameroun

Le Stade Japoma laissait alors éclater sa joie, devant la maîtrise des Lions indomptables, qui n'ont pas été inquiétés de la rencontre.

Après le match, Toko-Ekambi a tenu à «rendre hommage aux victimes» de la bousculade qui a causé la mort de huit personnes lundi à Yaoundé, avant le match

des Lions indomptables contre les Comores.

Contrairement aux victoires précédentes contre la Tunisie (1-0) et la Guinée (1-0), les Scorpions n'ont pas réussi à se montrer dangereux en contre, manquant sûrement d'énergie. Leur parcours inattendu s'achève donc en quart de finale, pour leur première participation

à la CAN.

Pays hôte de la compétition, le Cameroun accède aux demies et peut toujours prétendre remporter sa sixième couronne continentale. Fait notable, les Lions Indomptables terminent un match sans encaisser de but pour la première fois de la compétition.

AFP

Dango Ouattara, héros malheureux, envoie le Burkina-Faso

Un but magnifique, un carton rouge, Dango Ouattara a tout connu dans le même match mais envoyé le Burkina-Faso vers sa quatrième demi-finale de Coupe d'Afrique des nations, en battant la Tunisie (1-0), samedi à Garoua.

Toutes les émotions dans un même match. Dango Ouattara, 19 ans, a signé un but formidable, parti presque de son camp, et résistant en armoire à glace à la double charge d'Oussama Haddadi et Dylan Brown, marquant à la dernière seconde avant la pause (45e+3). Puissance, vitesse et adresse, toutes les qualités d'un attaquant dans ce but victorieux.

Mais un coup de coude sur Ali Maaloul (83e) le privera du dernier carré que les «Étalons» atteignent pour la quatrième fois (1998, 2013 et 2017).

Secoué par un coup d'État depuis lundi, le Burkina-Faso affrontera mercredi à Yaoundé le vainqueur de Sénégal-Guinée Équatoriale, disputé dimanche là aussi à Yaoundé. Ce sera au stade d'Olembé si l'enceinte est à nouveau jugée opérationnelle après la bousculade de lundi qui a causé la mort de huit personnes.

L'équipe de Kamou Malo, un des entraîneurs «locaux» de cette CAN, a mérité sa qualification, dans un match très animé, avec beaucoup d'occasions.

Les «Étalons» ont réussi ce nouvel exploit sans leur capi-



un drôle de match pour Dango Ouattara, héros malheureux du Burkina (Daniel Beloumou Olomo/AFP)

taine, Bertrand Traoré, souffrant d'un problème musculaire.

En son absence, le galop de Dango Ouattara a libéré son équipe, lui qui n'a marqué aucun but en Ligue 1 en onze

bouts de matches avec Lorient. Avant son but, le Burkina avait déjà été dangereux par Cyrille Bayala (24e) et Bati Touré (26e).

Pas de penalty sur Khazri Mais la Tunisie aussi a eu ses

chances, sur un coup franc flottant de Wahbi Khazri (28e) ou des erreurs de la défense burkinabè, un dribble trop audacieux d'Edmond Tapsoba devant Seifeddine Jaziri qui aurait pu coûter un but (35e) ou

une sortie manquée du gardien Hervé Koffi (44e), capitaine en l'absence de Traoré.

La Tunisie a poussé toute la seconde période pour égaliser. Elle a eu ses chances, mais Khazri a trop ouvert son pied (57e), et il y a aussi ce coup franc d'Ali Maaloul que Koffi «chope» contre son poteau (68e).

En attaquant ainsi, les «Aigles de Carthage» se sont offerts aux contres, et Cyrille Bayala (51e) ou Dango Ouattara (66e), encore une fois, sont passés près du 2-0.

Les Tunisiens ont cru obtenir un penalty pour un tacle de Soumaïla Ouattara sur Wahbi Khazri, mais l'arbitre botswanais Joshua Bondo ne s'est pas déjugé après être allé consulter la VAR. Le défenseur tacle certes durement le Stéphanois, et lui plie un peu la cheville sur la fin de son geste, mais il avait dégagé le ballon avant (83e).

En revanche après avoir revu le coup de coude de Dango sur Maaloul à l'écran, il a sorti le rouge. A dix contre onze les Étalons ont conservé leur place en demi-finale, mais ce sera sans Dango.

AFP



CAN 2021/DEMI-FINALES

Sadio Mané et le Sénégal dans le dernier carré

Le Sénégal a mis fin au rêve de la Guinée équatoriale (3-1) et poursuit le sien, Sadio Mané et ses «Lions» se qualifiant pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations.



Le Sénégal peut compter sur Sadio Mané (Kenzo Tribouillard/AFP)

Maussade et décevant depuis le début du tournoi, le Sénégal a enfin livré un match convaincant. Certes, les Lions du Sénégal ont concédé leur premier but de la compétition, mais emmenés par un Sadio Mané, ils ont développé du jeu. Accélération foudroyante, passes de l'extérieur du pied, crochets diaboliques, Mané a joué une première demi-heure de haut vol.

Ses partenaires ont parfois négligé ses offrandes, mais Famara Dhiédiou a parfaitement exploité son service dans la profondeur pour ouvrir le score d'une frappe sur le petit côté du gardien.

Mais cette équipe de Guinée équatoriale a décidément de la ressource et du talent et s'est bagarrée jusqu'au bout.

«El Picaro» («le Filou») Iban Salvador a bien essayé d'obtenir un penalty, sa passe allant vers la main de Kalidou Koulibaly, collée à son short. Mais après avoir consulté la vidéo, l'arbitre sud-africain Victor Miguel de Freitas est revenu sur sa décision.

Les représentants de Bata et Malabo, voisines du Cameroun, ont égalisé au bout d'un épatant triangle fermé par la frappe de Jannick Buyla, déclenchant la folie dans le virage de ses supporters, de nombreux Équato-Guinéens

vivants à Yaoundé.

Le superbe parcours du «Nzalang Nacional» s'arrête là, après avoir battu l'Algérie et éliminé le Mali, mais sa touche espagnole a embelli la CAN.

Il est malheureux, après toute

cette bravoure, qu'elle soit éliminée sur une mauvaise défense, le capitaine Carlos Akapo et Saul Coco se gênant pour servir bien involontairement Cheikhou Kouyaté, plus rapide que le gardien Jesus Owono. Coaching gagnant

pour Aliou Cissé, puisque le milieu de Crystal Palace était entré en jeu 3 minutes auparavant.

A la 79e, les finalistes malheureux de l'édition 2019 enfonçaient le clou à la 79e : Saliou Cissé déborde et centre en retrait pour Ismaïla Sarr, lancé à la 58e.

Une belle histoire pour l'ancien Rennais, initialement retenu par son club de Watford. Aliou Cissé et la Fédération sénégalaise avaient fait le forcing pour obtenir la libération de l'attaquant de 23 ans, blessé au genou depuis la fin novembre. Son but face au Nzalang leur donne raison.

Toujours à la poursuite de leur première CAN, les Sénégalais retrouveront dans cette même enceinte le Burkina Faso, mercredi, pour une place en finale.

Comme l'Égypte peut s'appuyer sur Salah, le Sénégal peut compter sur son «Reds», Sadio Mané. Et depuis dimanche soir, d'un collectif enfin séduisant.

Camille Delourme avec AFP

Le roi Salah envoie les Pharaons en demi-finale

C'est bien lui le «Pharaon» : Mohamed Salah, un but, une passe géniale, a qualifié l'Égypte pour une demi-finale au sommet de l'Afrique contre le Cameroun en battant le Maroc (2-1 a.p.), dimanche à la CAN à Yaoundé.

La star de Liverpool a encore presque tout fait tout seul. Il a sonné la révolte après la pause, où le Maroc menait depuis un penalty de Sofiane Boufal (7e s.p.), et a marqué un but en embuscade (53e).

Le but vainqueur porte vraiment le sceau du Pharaon, un débordement diabolique sur Nayef Aguerd et une passe parfaitement dosée pour Ahmed Hassan «Trezeguet» (101e), qui a échappé d'un rien au gardien Youssef Bounou.

L'Égypte retrouve donc le Cameroun pour un choc entre les deux titans du continent, les deux sélections les plus titrées à la CAN, sept pour les Pharaons, cinq pour les «Lions Indomptables», également champions Olympique en 2000.

Ce duel a déjà été à l'affiche de trois finales de Coupes d'Afrique, deux remportées par l'Égypte (1986 et 2008), une par le Cameroun (2017).

Le Maroc de Vahid Halilhodzic, titré seulement en 1976, peut s'en vouloir d'avoir baissé d'intensité après l'ouverture rapide du score.

La première accélération d'Achraf Hakimi a rapporté un penalty aux «Lions de l'Atlas», Ayman Achraf le fauchant net-



Mohamed Abougabal «Gabaski» n'a pas terminé le match, il a été remplacé en début de prolongation par Mohamed Sobhi (Kenzo Tribouillard/AFP)

tement. Sofiane Boufal a transformé la sanction, son troisième but dans le tournoi, mais il était dans un moins bon jour, et «Coach Vahid» l'a remplacé par Soufiane Rahimi (66e).

Autre héros marocain des premiers matches, Hakimi, auteur de deux coups francs magnifiques dans ce stade Omnisports

Amadou Ahidjo, n'a pas eu la même réussite dans l'exercice cette fois, à peu près du même endroit (33e, 104e).

L'Égypte avec son troisième gardien

En première période, Halilhodzic a réussi à freiner Salah, parfois en s'y mettant à plusieurs,

comme sur cette prise à deux où Sofiane Boufal est venu aider Adam Masina (22e).

Mais la cage marocaine n'a pas fonctionné sur l'action du but, où «la menace» des Pharaons est seule pour reprendre dans le but un ballon repoussé par Yassine Bounou après une tête plongeante d'Abdelmonem.

L'Égypte a marqué sur son temps fort, le joueur des Reds avait allumé la mèche de son talent, et ses montées ont fait rugir les tribunes.

Au sortir d'un de ses numéros de dribbles, il a décalé «Trezeguet», entré à la pause à la place d'Ahmed Hegazy, qui a légèrement trop croisé sa frappe (49e). L'ambiance a été très tendue, on a frôlé la bagarre générale quand Hakimi et Mostafa Mohamed ont failli en venir aux mains (76e).

Les deux joueurs ont été avertis, mais le match s'est ensuite équilibré. Le Maroc a eu une balle de match sur une tête d'Aguerd détournée sur sa barre transversale par «Gabelsi» (81e). Comme en 8e de finale, le gardien titulaire Mohamed Abougabal «Gabaski» n'a pas terminé le match, remplacé en début de prolongation par Mohamed Sobhi.

Contre la Côte d'Ivoire, Gabaski avait lui-même pris le relais de Mohamed El Shenawy.

C'est la seule mauvaise nouvelle pour l'Égypte qui va peut-être devoir finir le tournoi avec son troisième gardien. Salah ne peut tout de même pas jouer dans les buts.

AFP

LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Une tournée de sensibilisation dans les écoles

Avec l'appui du Haut-commissariat à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile, l'association dénommée "Planche de salut des élèves et étudiants du Congo" (PSEEC) a lancé, le 29 janvier à Brazzaville, une campagne de sensibilisation contre les violences en milieu scolaire.

La campagne de sensibilisation contre la délinquance juvénile en cours prendra fin le 26 février et aura lieu dans les écoles de Brazzaville sur le thème « L'engagement du jeune citoyen dans la lutte contre les nouvelles formes de délinquance juvénile ».

« Le passage à l'acte lié aux conflits inter-écoles, surtout à Pointe-Noire et Brazzaville, menace la stabilité du système éducatif. La jeunesse est appelée à se former et à participer activement au dévelop-



Elèves et officiels au lancement de la campagne de sensibilisation DR

peusement du pays », a déclaré le haut-commissaire à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile, Adolphe Mbou-Maba, ou-

« Le passage à l'acte lié aux conflits inter-écoles, surtout à Pointe-Noire et Brazzaville, menace la stabilité du système éducatif. La jeunesse est appelée à se former et à participer activement au développement du pays »,

vant la campagne de sensibilisation.

Selon lui, la solution pour résorber la délinquance juvénile, les violences en milieu scolaire qui mettent en péril l'avenir des jeunes et alternent la tranquillité des paisibles citoyens, ne viendra pas uniquement des pouvoirs publics. Les parents, les associations de la société civile et les jeunes eux-mêmes doivent aussi s'impliquer pour éradiquer ce fléau.

Pour Esther Egnouka, présidente nationale de la PSEEC, la sensibilisation permettra aux jeunes de prendre conscience et de participer à la lutte contre la délinquance juvénile pas seulement au niveau de l'école mais aussi dans la société.

Rominique Makaya

Un élève du lycée Poaty-Bernard reçoit une grosse pierre à la nuque

La triste scène se passe l'après-midi du 28 janvier dernier à l'entrée du lycée technique Poaty-Bernard de Pointe-Noire. L'élève infortuné est tombé sur le champ dans un coma, saignant partout.

De sources sûres, l'enfant est resté à terre pendant plusieurs minutes, avant d'être conduit vers le centre hospitalier le plus proche de l'établissement par des éléments de la force de l'ordre. On signifierait que sa vie serait en danger.

La pierre reçue par l'élève de Poaty-Bernard a été lancée par un autre du lycée d'enseignement général Victor-Augagneur, situé juste en diagonal. Véritable guerre de projectiles et armes blanches, cela a créé une panique inouïe qui a troublé la circulation et créé du désordre dans la zone pendant près de quarante minutes, puisque la force de l'ordre est arrivée dans les lieux avec un léger retard.

« Les bagarres rangées entre les élèves de ces deux lycées sont un vieux problème. Pourquoi les autorités policières départementales et politico-administratives préfectorales, voire municipales n'ouvriraient-elles pas des postes de police avancés dans ces deux lycées ? », s'est interrogé un parent d'élève très monté qui a assisté impuissamment à cette scène.

Ces scènes de délinquance entre ces deux établissements ne datent pas d'aujourd'hui. Un enseignant qui a requis l'anonymat souhaite que les deux tutelles trouvent rapidement une solution à ce problème. « Moi qui vous parle, je suis enseignant bien sûr, mais aussi parent d'élèves. Ces élèves se présentent à l'école avec des sacs dont les contenus ne sont pas connus et à chaque fois, ce sont des bagarres qui se déclenchent et des innocents élèves paient le lourd tribut de ces élèves délinquants, qui sont des bébés noirs en tenues scolaires. Cela nous dépasse en tant qu'enseignants et souhaitons que cet état de choses trouve rapidement une solution », a conclu l'enseignant avec un air abattu. Notons qu'il y a de cela près de quatre mois, les élèves du lycée technique Poaty-Bernard étaient partis troubler la quiétude de ceux du lycée technique commercial du quartier OCH, provoquant des bagarres rangées qui avaient occasionné le décès d'un élève. Ces élèves prennent au su de tous des médicaments dangereux du type tramadol qui les mettent dans un état très agité les poussant à manquer du respect aux enseignants.

Faustin Akono

Adolphe Mbou-Maba prône la justice restaurative

Dans le cadre de la suite des rencontres avec les jeunes délinquants, les chefs de quartier et la société civile des arrondissements de Brazzaville, le haut-commissaire à la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile, Adolphe Mbou-Maba, a émis quelques propositions aux jeunes de Bacongo, le 31 janvier.



Les participants à la rencontre Adiac

Selon Adolphe Mbou-Maba, il est nécessaire d'arrêter avec les actes de banditisme pour travailler à la cohésion et l'unité nationale. Il estime que la justice restaurative permet d'instaurer l'harmonie au sein de la population en rapprochant les victimes des bourreaux, tout en trouvant des solutions à l'amiable. Selon lui, la justice restaurative est une manière d'éviter la vengeance.

Le haut-commissaire a, par ailleurs, ajouté que la structure qu'il dirige milite pour la conscientisation des jeunes. Elle ne se présente pas comme un obstacle pour le pouvoir judiciaire mais apporte des solu-

tions hors du cadre judiciaire.

Dans la suite des échanges dits francs et sans langue de bois, les participants ont, à leur tour, présenté les causes de la délinquance juvénile. Ils ont également proposé certaines solutions dont la prise en charge des jeunes, la création d'emplois ainsi que des lieux de loisirs puis des activités sportives.

Un comité de suivi a été mis en place pour poursuivre les échanges entre les habitants de Bacongo. Cet organe facilitera aussi l'interaction entre le haut-commissariat et les jeunes du deuxième arrondissement de Brazzaville.

Rude Ngoma

VIE DES PARTIS

Ben Bauzhyn nouveau président du Pcap

La direction du Parti pour la concorde et l'action politique (Pcap), réunie le week-end dernier à Pointe-Noire, a désigné Ben Bauzhyn comme nouveau président fédéral du parti dans ce département. La réunion s'est déroulée en présence d'Alexis N'Dinga, président national du Pcap.



Le nouveau président entouré des membres du bureau fédéral/Adiac

Les membres du Pcap se sont retrouvés, le 29 janvier, dans un format restreint en raison de l'épidémie de coronavirus. Une occasion pour cette formation politique de restructurer ses instances dirigeantes, afin d'asseoir des bases solides et de mieux préparer les batailles électorales à venir.

Les membres de ce parti ont été confrontés à deux options, à savoir la continuité et le changement. Mais ils ont fini par trancher à travers un système consensuel en prônant le changement, le renouveau et l'esprit d'aventure qui animeront leur parti au cours des prochaines années.

Ainsi, Ben Bauzhyn a été choisi pour conduire les destinées du Pcap au niveau de Pointe-Noire. Il devra désormais mener son parti à la bataille des élections législatives d'ici à juillet prochain.

Dans son mot de circonstance, il a expliqué les grandes lignes de la nouvelle organisation, à savoir le raffermissement de ses bases et le développement de celles-ci par les campagnes d'adhésion massive et permanentes, l'animation du parti et sa visibilité dans tous les six arrondissements, ainsi qu'au niveau de la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi, la formation de cadres et militants de manière permanente sur les idéaux et la vie du parti.

Après, Ben Bauzhyn a mis en place un bureau fédéral composé de treize membres et une commission de suivi et d'évaluation de sept membres.

Ce changement va non seulement donner un nouveau souffle au Pcap, mais également une nouvelle dynamique qui pourra permettre à ce parti de s'affirmer

de plus belle sur la sphère politique du pays.

S'adressant à l'assistance, son président national, Alexis N'Dinga, député de la première circonscription de Lumumba, a félicité le nouveau président fédéral de Pointe-Noire ainsi que toute son équipe, avant de leur exhorter à impulser les valeurs de ce parti. « *Le Pcap est un parti important dans la sphère politique de notre pays, je vous invite donc à continuer avec les campagnes d'adhésion* », a-t-il dit.

Notons que cette activité s'est déroulée en présence des membres du bureau exécutif national, ceux du bureau politique et du conseil central. La passation entre le nouveau et l'ancien président fédéral aura lieu dans les tout prochains jours.

Hugues Prosper Mabonzo

FESTIVAL TRACE MADE IN AFRICA

Des artistes talentueux célébreront la grandeur de la culture africaine

Les stars des musiques afro-urbaines et toutes disciplines culturelles afro-urbaines seront à l'honneur les 24, 25 et 26 juin 2022, au premier festival international des musiques urbaines « Trace made in Africa » qui se tiendra à Porto, au Portugal.

L'événement qu'organisent Trace et Apollon réunira, pendant trois jours, les meilleurs artistes de la scène afro-urbaine, Fally Ipupa, Joe boy ou encore Stonebwoy, Yemi Alade, Mr Eazi et des dizaines d'artistes de rap, afrobeat, afrolove, afro pop, kizomba, rumba, zouk, amapiano, dance hall, hip-hop, RnB, coupé décalé, reggae et bien d'autres pour célébrer la richesse de la culture africaine.

Au programme, des dizaines de concerts des super stars et de la nouvelle scène afro urbaine ; soixante-douze heures de célébration non-stop ; de la scène principale aux événements off et Afterparties dans les clubs et les sites exceptionnels de la ville de Porto ; trois jours d'expériences immersives autour des thèmes recherchés par les fans de culture afro urbaine : musique, danse, art, mode, beauté, gastronomie, audio et vidéo etc. Des expériences inédites et uniques

: pool parties avec des vues impressionnables, vols en hélicoptère au-dessus de l'océan...

Le cofondateur et président exécutif de Trace, Olivier Laouchez, déclare : « *Rien ne peut remplacer une expérience live pour ressentir la puissance des artistes et des cultures ayant des racines africaines* ».

Cette première édition a pour mission de divertir et faire réussir les jeunes. « *Trace Made in Africa reflète les attentes de nos publics qui veulent vivre un moment extraordinaire de célébration musicale, tout en étant immergés dans les disciplines culturelles qu'ils adorent: danse, art, mode, beauté, photos, vidéos...* », ont indiqué les organisateurs.

Depuis dix-neuf ans, Trace assure la promotion des artistes et des cultures afro urbaines partout dans le monde. C'est un groupe expert en musiques afro-urbaines, ul-

tra-populaires auprès des jeunes en Afrique et leader du segment afro urbain en Europe, aux Amériques, dans la Caraïbe et dans l'océan indien.

« *Notre mission : représenter la musique, le style, le pouvoir, le goût et le talent. Nous mettons en lumière notre culture et l'influence qu'elle exerce sur notre planète. Nous transformons les rêves et les passions en une expérience inoubliable* », ont signifié les organisateurs.

Ce festival promet de célébrer en trois jours la grandeur de la culture africaine par la musique, la mode, la danse, l'art et les ateliers de partage d'un style de vie africain. Des soirées exclusives sur des rooftops, sur des bateaux et au bord de piscines, mais aussi des brunchs, des conférences, des sessions acoustiques et des expériences artistiques sont également au rendez-vous.

Rosalie Bindika

LIGUE DE VOLLEYBALL DE BRAZZAVILLE

Simon Massamouna réélu sans ambages

Le président de la ligue de volleyball de Brazzaville, Simon Massamouna, ainsi que quelques membres du bureau sortant ont bénéficié, de nouveau, de la confiance des présidents des clubs.



Simon Massamouna (3e position de gauche à droite) et les participants à l'assemblée/Adiac

La réélection de Simon Massamouna n'a été qu'une formalité puisque tous les présidents des clubs ont validé son programme d'activités. Il a ainsi été réélu à cent pour cent. Son choix à la tête de la ligue phare du volleyball congolais est synonyme de l'élection de tous ceux qu'il avait proposé comme membre du bureau.

En effet, selon les nouvelles dispositions départementales, il ne sera plus questions d'élire tous les membres du bureau mais de voter juste le président et valider aussitôt la liste de ceux qui composent son bureau.

Après sa réélection, Simon Massamouna a invité les acteurs du volleyball de Brazzaville à la cohésion. Il a aussi profité de l'occasion pour signifier que son mandat sera consacré au développement du volleyball puis à la renaissance du beach-volley.

« *Nous devons travailler ensemble pour développer notre sport au niveau départemental. Chacun, quelle que soit sa situation, est appelé à apporter sa pierre à l'édifice* », a-t-il indiqué, en présence du directeur départemental des Sports, Daniel Tchicaya, et du président de la Fédération congolaise de volleyball, Jean Claude Mopita.

En attendant le Conseil départemental où les autres membres du bureau seront complétés, Simon Masso travaillera avec Raspail Manganza comme premier vice-président et Tsono Oboura Ocko en qualité de deuxième vice-président. Si Nsayi M'pany Oumba a été réélu comme secrétaire général, Pamela Dibantsa et Oboura Obongo Moussa occuperont les postes de trésorière générale et trésorier général adjoint. Judicael Moussa assumera le poste de directeur technique.

Rude Ngoma

IN MEMORIAM

1^{er} février 2019 – 1^{er} février 2022



Trois ans déjà que l'Eternel a rappelé à lui notre soeur aînée, mère et fille, Lydie Sylvie Patricia Youdi.

Que tous ceux qui l'ont connue aient une pensée pieuse en sa mémoire.

Nous ne t'oublierons pas.

Lydie repose en paix.

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

L'AS Otohô recevra le Coton sport de Garoua à Kinshasa

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) a officialisé, le 29 janvier lors de la réunion de son comité exécutif, la délocalisation du match opposant le 20 février le représentant congolais à celui du Cameroun dans le cadre de la deuxième journée des matches de poules de la Coupe africaine de la Confédération.

La rencontre qui opposera les Congolais aux Camerounais ne se jouera plus au stade de Kintélé mais dans la capitale de la République démocratique du Congo, à Kinshasa. C'est l'une des conséquences de la fermeture du stade Alphonse-Massamba-Débat de Brazzaville, lequel ne répond plus aux normes de la Confédération africaine de football (CAF).

Après la fermeture du stade mythique de Brazzaville, la Fécofoot, dans le but de permettre à son représentant de jouer ses matches au pays, avait sollicité une inspection de la CAF en vue d'obtenir l'homologation du stade de l'Unité, à Kintélé. Mais en raison de la mauvaise qualité de la pelouse, le manque de bancs de touche adéquats, l'absence d'équipements dans la salle des médias, la mauvaise qualité des bancs des vestiaires et de plusieurs autres insuffisances, le plus



Le match de l'AS Otohô contre Coton sport délocalisé à Kinshasa/Adiac

grand stade du pays construit à la faveur des 11e Jeux africains de Brazzaville 2015 n'a pas obtenu le quitus de la CAF. Pour cette

raison, l'AS Otohô jouera ses matches de la Coupe d'Afrique à l'extérieur, notamment à Kinshasa.

Outre la délocalisation du match de l'AS Otohô, le comité exécutif de la Fécofoot, d'après le communiqué, a été également informé

de la candidature du Congo à l'organisation des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations des U-20, zone Union des fédérations de football d'Afrique centrale et de l'engagement des Diabliques juniors aux Jeux de la francophonie qui auront lieu en août prochain à Kinshasa.

Par ailleurs, le comité exécutif a approuvé le rapport d'activités et le rapport financier 2021. Il a adopté le budget exercice 2022 qui s'élève en recettes et en dépenses à un milliard 257 millions de francs CFA.

Notons que la fin des travaux des deux pelouses du Centre technique d'Ignié, qui devait intervenir en fin janvier, pourrait être prolongée jusqu'en février en raison des intempéries qui n'ont pas permis à la société commise à la tâche d'effectuer le brossage des pelouses aux dates prévues.

James Golden Eloué

FOOTBALL

La Fécofoot fait un don d'équipements aux clubs

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) s'est engagée à appuyer les clubs de la Ligue 1 en offrant à chacune d'elle, le 29 janvier au stade Alphonse-Massamba-Débat, un lot d'équipements sportifs destinés à leurs formations des moins de 17 ans.

Le geste de la Fécofoot vise à accompagner les clubs en vue de les aider à avoir une meilleure organisation. Chacune des équipes a, en effet, reçu de ce don, fruit du partenariat entre la Fécofoot et l'équipementier Macron, dix-sept ballons, une série de maillots, des chasubles accompagné d'un chèque de cinq millions. Par ce geste, la Fécofoot espère avoir des grands clubs au Congo.

« Depuis 4 ans, nous n'avons cessé de vous aider à subvenir aux besoins essentiels de vos clubs afin de trouver quelques solutions aux difficultés qui sont les vôtres chaque saison. C'est pour cela qu'en plus de la prise en charge totale du transport des équipes, l'assistance financière pour la prise en charge des entraîneurs et secrétaires généraux et la subvention directe aux clubs, nous avons décidé de vous assister pour les équipements », a déclaré Jean Guy Blaise Mayolas.

Les arbitres ne sont pas restés en marge de la vision de la Fécofoot. Dans le but de donner une nouvelle image de marque à ce corps de métier, ils ont également reçu un lot d'équipement. « Ceci n'est qu'un premier pas et comme tout voyage commence par le premier pas, ensemble nous ferons la deuxième qui nous fera gagner le pari de la modernité de notre football », a conclu le président de la Fécofoot.

Pour Faustin Elenga, le geste



Jean Guy Blaise Mayolas, le président de la Fécofoot remettant un échantillon d'équipements à Faustin Elenga, le président de l'Etoile du Congo/Adiac

vient soulager tant soit peu les problèmes de trésorerie auxquels les clubs font face. « Tous les clubs ont un problème criard de trésorerie et si dans cette difficulté que la fédération apporte un ballon d'oxygène aux clubs c'est déjà quelque chose. Quand je fais voyager mon équipe par exemple à Dolisie ou Pointe-Noire, je ne dépense pas moins de 3 millions. Aujourd'hui on a reçu un chèque de 5 millions, c'est déjà quelque chose. Cela peut faire déjà un match et cela peut nous permettre d'entretenir les athlètes que nous disposons et qui vivent au quotidien que de la poche des présidents que nous sommes. Nous venons de recevoir pour les U-17 dix-sept ballons et des équipements sportifs, c'est très bien. Nous félicitons la fédération congolaise de football

et son président pour les efforts qu'ils ne cessent de fournir pour que le football aille de l'avant », a commenté le président de l'Etoile du Congo.

« Ce sont les sentiments de satisfaction et une joie immense de recevoir ce gros lot de la part de la fédération. Dans le passé, ils ont assuré la logique et le transport des clubs. Là maintenant elle nous apporte les équipements, c'est un grand soulagement pour les clubs. C'est aussi bien pour la promotion du football des jeunes. Il faut accorder de l'importance au football des jeunes, c'est-à-dire de la base à la formation pour atteindre les objectifs de demain, avoir des grands clubs », a renchéri Brunel Matingou, l'entraîneur U-17 de l'AC Léopards de Dolisie.

J.G.E.

CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT LIGUE 1

Diabliques noirs et AS Otohô font jeu égal

Le choc au sommet de la 9e journée du championnat national a mis aux prises, le 29 janvier au stade Alphonse-Massamba-Débat, les Diabliques noirs à l'AS Otohô, et n'a connu ni vainqueur ni vaincu. Les deux formations ont fait match nul 2-2.

Le match a laissé des traces au classement provisoire. L'AS Otohô, au coude-à-coude avec l'AC Léopards après la 8e journée, laisse les Fauves du Niari caracoler désormais seuls en tête avec vingt-trois points, soit deux de plus qu'elle. En effet, l'AC Léopards avait dominé le FC Nathalys 4-1 en match avancé de la 9e journée, mettant ainsi la pression sur l'AS Otohô.

Face aux Diabliques noirs, l'équipe championne du Congo en titre n'avait pas droit à l'erreur. Elle a toutefois évité de justesse une défaite en trouvant à chaque fois des ressources mentales pour récolter au score. Elle concède l'ouverture du score dès la 17^e mn. Carl Wunda Ngana reprenait victorieusement de la tête un ballon qui laissait Pavhel Ndzila, le gardien de l'AS Otohô, impuissant. L'AS Otohô réagissait dans la foulée d'autant plus que, trois minutes après, Cissé Mamadou remettait les deux équipes à égalité (20^e mn). Les Diablotins reprenaient ensuite l'avantage sur une superbe frappe de Matoka Kwenge à la 83^e mn.

Mais à la 90^e, Jaures Gombé profitait de l'hésitation de la défense des Diablotins pour les punir à nouveau. Ce partage des points a laissé les traces au classement provisoire. Outre la première place qui revient seule aux Fauves du Niari, l'Etoile du Congo s'invite à la 3^e grâce à sa victoire étriquée 1-0 devant BNG. Sagesse Babelé a inscrit l'unique but de la rencontre à la 15^e mn. L'Etoile du Congo partage le même nombre de points (quatorze) avec la Jeunesse sportive de Talangai, victorieuse d'Interclub sur le même score. Avec douze points, les Diabliques Noirs reviennent à la hauteur de Cara qui n'a pas pu faire mieux qu'une défaite 0-1 devant le FC Kondzo.

En déplacement à Brazzaville, V Club Mokanda a enfoncé Patronage en lui infligeant une défaite 2-1. Prime Foutou a donné l'avantage aux Ponténégrins à la 32^e mn et Eddy Mountou a doublé la mise à la 69^e. Chabrel Douniama a réduit le score à la 90+1^{mn}. L'AS Cheminots a aussi pris le meilleur sur Nico-Nico 1-0.

J.G.E.